

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2669

[C — 2008/29376]

13 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 42, § 4 inséré par le décret du 26 avril 2007;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Installation de la Commission

Article 1^{er}. La Commission créée et composée conformément à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, ci-après dénommée « la Commission », est installée auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, rue A. Lavallée 1, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Art. 2. La Commission est un organe non permanent. Elle est convoquée conformément à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, suite à une requête ayant trait à toute demande relative aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et l'intérêt de l'enseignement. Conformément à cet article, elle peut également rendre des avis sur demande du Gouvernement, ou se saisir d'initiative de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit, comme l'édicte l'article 43, § 2, de la loi.

La Commission est saisie d'initiative lorsqu'au moins un représentant des membres cités à l'article 42, § 2, de la loi lui transmet une requête.

Art. 3. Conformément à l'article 42, § 2, alinéa 4, la présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

Il est admis que ces personnes puissent également apporter leur éclairage au moment de l'examen de la recevabilité de la requête.

Chaque membre de la Commission peut être accompagné d'un technicien.

Art. 4. La Commission se réunit uniquement dans les circonstances précitées.

A cette fin, la Commission peut se réunir dans tout local du Ministère qui permette d'accueillir ses travaux et ses délibérations.

CHAPITRE II. — De l'introduction et de l'exposé de la requête

Art. 5. La Commission peut être saisie comme suite à une requête déposée par toute personne visée à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 1, de la loi, ou d'initiative, comme le prévoit l'article 43, § 2.

Art. 6. Dans chacun des cas prévus à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 1, de la loi, lorsque la Commission est saisie, son Président, dans le respect de l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi, invite soit le(s) chef(s) d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, soit le(s) Pouvoir(s) organisateur(s), ou son (leur) délégué, à lui transmettre le compte-rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation. A défaut de compte-rendu dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre.

Le délai d'un mois visé à l'alinéa précédent est suspendu pendant la durée des congés et vacances scolaires.

Le président dispose de 10 jours ouvrables à dater de la réception de la requête pour la communiquer au(x) chef(s) d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, ou au(x) Pouvoir(s) organisateur(s), ou à son (leur) délégué.

Art. 7. La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives.

La demande et les pièces justificatives constituent un dossier.

Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au secrétariat de la Commission.

La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet.

CHAPITRE III. — Des convocations

Art. 8. Les convocations aux réunions sont adressées aux membres par le (la) Secrétaire, dix jours ouvrables au moins avant la date de la séance. Les convocations peuvent être transmises par courrier électronique ou par télécopie et confirmées par courrier. Le (la) Président(e) peut réduire le délai de convocation à cinq jours en cas d'urgence motivée.

Pendant les congés et les vacances scolaires, le délai habituel de convocation est porté à vingt jours ouvrables.

Les membres convoqués assistent à la séance, à moins d'un empêchement, auquel cas ils sont tenus d'en aviser le secrétaire.

En outre, le membre effectif empêché transmet lui-même la convocation à son suppléant.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit également le Président dès l'ouverture de la séance.

Art. 9. La convocation mentionne le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

L'ordre du jour est établi par le (la) Président(e). Celui-ci peut être enrichi des éventuelles demandes formulées par au moins l'un des représentants tels qu'énumérés à l'article 42, § 2 de la loi.

Le mandat des membres de la Commission est gratuit; toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées, ainsi qu'aux experts, suivant les dispositions réglementaires en la matière.

CHAPITRE IV. — Du mode de délibération

Art. 10. Conformément à l'article 42, § 3, de la loi du 29 mai 1959, la Commission délibère valablement si au moins six membres sont présents.

La prise de décision se fait à la majorité absolue des membres présents.

La majorité absolue représente la réunion d'au moins la moitié des voix plus une.

Art. 11. Le vote se fait à main levée ou selon le mode le plus approprié que choisira le (la) Président(e).

Art. 12. Des éventuels points divers peuvent être examinés à la demande d'au moins une des délégations. Il ne sera cependant délibéré sur ce point qu'en cas d'accord de tous. En cas de désaccord, ce point est mis à l'ordre du jour de la séance suivante.

CHAPITRE V. — De l'examen de la demande

Art. 13. La requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi.

Art. 14. La Commission examine si le requérant possède la qualité requise par l'article 43, § 1^{er}, de la loi.

Art. 15. Lorsque la Commission conclut au rejet de la requête, elle motive sa décision en vérifiant qu'un ou plusieurs éléments de l'article 41 et/ou de l'article 43 précités font défaut.

Art. 16. Conformément à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959, pour mener à bien ses missions, la Commission dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'Inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense.

Art. 17. La Commission peut entendre des témoins, à charge ou à décharge. Le choix des témoins se fait suite à une délibération conforme à l'article 10 du présent règlement d'ordre intérieur. Les membres décident des modalités de l'audition des témoins.

Art. 18. La clôture de l'instruction signifie que les membres de la Commission s'estiment suffisamment informés pour être en état de rendre un avis. Cette décision est prise suite à une délibération conforme à l'article 10 du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 19. La Commission est tenue de rendre un avis dans le mois qui suit la clôture de l'instruction du dossier. Elle se conforme en cela au prescrit de l'article 43, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. 20. La Commission rend un avis motivé. Cet avis est transmis au Gouvernement. Le cas échéant, l'avis est accompagné d'une note de minorité.

CHAPITRE VI. — Du devoir de réserve

Art. 21. Les membres de la Commission, ainsi que les techniciens, sont tenus au plus strict devoir de réserve quant aux informations transmises dans le cadre des travaux de la Commission, de même qu'à propos des décisions prises en ce compris la teneur des délibérations.

CHAPITRE VII. — Du rapport annuel

Art. 22. Conformément à l'article 42, § 3, la Commission rend un rapport annuel d'activités qu'elle transmet au Gouvernement qui en informe le Parlement. Ce rapport fait l'objet d'une délibération conformément à l'article 10 du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 23. La Commission veille à ce que le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés, conformément à l'article 42, § 3.

CHAPITRE VIII. — Du secrétariat

Art. 24. Le Secrétariat est assuré par un(e) fonctionnaire désigné(e) à cette fin par le Gouvernement.

Le (la) Secrétaire rédige le procès-verbal de chaque réunion qui mentionne :

1° les membres présents, absents et excusés;

2° l'approbation ou les remarques des membres au sujet du procès-verbal de la réunion précédente;

3° Un compte rendu fidèle et suffisant de la séance.

Le procès-verbal de la réunion est transmis dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de cette réunion.

Le (la) Secrétaire veille à la conservation de toutes les archives de la Commission.

Art. 25. Toute correspondance doit être adressée au secrétariat de la Commission qui la transmet au (à la) Président(e) de la Commission.

La correspondance est adressée à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, rue A. Lavallée 1, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, ou à tout endroit que le (la) Président(e) jugera opportun.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 27. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2669

[C — 2008/29376]

13 JUNI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van het huishoudelijk reglement van de Commissie opgericht krachtens artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 42, § 4, ingevoegd bij het decreet van 26 april 2007;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Installatie van de Commissie*

Artikel 1. De Commissie opgericht en samengesteld overeenkomstig artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, hierna "de Commissie" genoemd, wordt ingesteld bij het Algemeen bestuur Onderwijs en wetenschappelijk Onderzoek, Algemene directie Leerplichtonderwijs, A. Lavelleestraat, 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Art. 2. De Commissie is een niet-permanent orgaan. Ze wordt bijeengeroepen overeenkomstig artikel 42, § 1, tweede lid ten gevolge van een verzoek met betrekking tot enige aanvraag in verband met de overtredingen bepaald bij artikel 41 wat betreft het leerplichtonderwijs krachtens de wetten, decreten en verordeningen die deze begrippen bepalen en die het belang van het onderwijs behartigen. Overeenkomstig dat artikel, kan ze ook adviezen uitbrengen op aanvraag van de Regering, of op eigen initiatief feiten aanhangig maken die tegenstrijdig lijken te zijn met de bepalingen van artikel 41 en waarvan ze kennis zou hebben gehad langs enige rechtsweg, zoals uitgestippeld in artikel 43, § 2, van de wet.

Een zaak wordt bij de Commissie van ambtswege aanhangig gemaakt als minstens een van haar leden opgesomd bij artikel 42 § 2 haar een verzoek overzendt.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 42, § 2, vierde lid, kan de aanwezigheid van niet-stemgerechtigde technici kan toegestaan worden. Voor de dossiers betreffende de commerciële praktijk, neemt een vertegenwoordiger van de gebruikers die zetelt bij de Consumentenraad deel aan de werkzaamheden van de Commissie.

Toegestaan wordt dat deze personen ook hun belichting op het ogenblik waarop de ontvankelijkheid van het verzoek onderzocht wordt, brengen.

Ieder lid van de commissie wordt door een technicus begeleid.

Art. 4. De Commissie vergadert enkel in de voorgenoemde omstandigheden.

Daartoe kan de Commissie bijeenkomen in elk lokaal van een ministerie dat het toelaat haar werkzaamheden en beraadslagingen uit te voeren.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van het verzoek en toelichting erbij*

Art. 5. De Commissie kan een onderzoek uitvoeren ten gevolge van een verzoek ingediend door elke persoon bedoeld bij artikel 43, § 1, eerste lid, van de wet, of op eigen initiatief krachtens artikel 43, § 2.

Art. 6. In ieder van de gevallen bedoeld bij artikel 43, § 1, eerste lid, van de wet, wanneer een dossier bij de Commissie aanhangig gemaakt wordt, vraagt de voorzitter, met inachtneming van artikel 43, § 1, tweede lid, van de wet, ofwel het inrichtingshoofd van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs uit, ofwel de Inrichtende Macht(en), of de afgevaardigde ervan, hem het verslag over te zenden van het debat ingericht omtrent het verzoek, binnen de Participatieraad. Bij gebrek aan dit verslag binnen een termijn van één maand vanaf de aanvraagdatum, behandelt de Commissie het verzoek zonder verwijl.

De bij vorig lid bedoelde termijn van één maand wordt opgeschort gedurende de verlofdagen en schoolvakanties. De voorzitter beschikt over tien werkdagen vanaf de ontvangst van het verzoek om het mede te delen aan het (de) hoofd(en) van de inrichting georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of aan de Inrichtende Macht(en), of de afgevaardigde ervan.

Art. 7. Het verzoek bevat een beknopte toelichting van de aanvraag, met verantwoordingsstukken.

De aanvraag en de verantwoordingsstukken maken samen een dossier.

De verzoeker dient zijn dossier te zenden, vergezeld van een inventaris van de verantwoordingsstukken, aan het secretariaat van de Commissie.

Het verzoek met de verantwoordingsstukken en het verslag van de Participatieraad worden toegezonden aan de leden van de Commissie binnen een termijn van 10 werkdagen vanaf de ontvangst van het volledige dossier.

HOOFDSTUK III. — *Oproepingen*

Art. 8. De oproepingen voor de vergaderingen worden aan de leden door de Secretaris gericht, minstens tien werkdagen voor de datum van de zitting. De oproepingen kunnen via email of telecopie gezonden worden en per post bevestigd. De Voorzitter kan de termijn van de oproeping terugbrengen tot vijf dagen als de Commissie hoogdringend samengeroepen dient te worden.

Gedurende de verlofdagen en de schoolvakanties kan de gewone oproepingstermijn verlengd worden tot twintig werkdagen.

De opgeroepen leden wonen de zitting bij, behoudens verhindering, in welk geval zij de secretaris ervan moeten verwittigen.

Daarenboven, zendt het verhinderde lid zelf de oproeping over aan zijn plaatsvervanger.

Wanneer een plaatsvervangend lid een werkend lid vervangt, verwittigt hij ook de Voorzitter ervan zodra de zitting geopend wordt.

Art. 9. De oproeping vermeldt de dag, het uur en de plaats van de vergadering alsook de agenda.

De agenda wordt vastgesteld door de Voorzitter. De agenda kan verrijkt worden met de mogelijke aanvragen van minstens een van de vertegenwoordigers opgesomd bij artikel 42, § 2, van de wet.

Het mandaat van de leden van de Commissie wordt niet bezoldigd; er kan nochtans vergoedingen uitgekeerd worden ter compensatie van de reis- en verblijf kosten aan de leden, alsook aan de deskundigen, volgens de ter zake geldende bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *De wijze van beraadslagen*

Art. 10. Overeenkomstig artikel 42, § 3, van de wet van 29 mei 1959, beraadslaagt de Commissie geldig indien minstens zes leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij de volstreekte meerderheid der aanwezige leden genomen.

De volstreekte meerderheid vertegenwoordigt de samenroeping van minstens de helft van de stemmen plus een.

Art. 11. De stemming geschiedt bij handopsteking of op de meest aangepaste manier gekozen door de Voorzitter.

Art. 12. Mogelijke diverse punten kunnen onderzocht worden op aanvraag van minstens een van de delegaties. Er zal nochtans enkel beraadslaagd worden over een punt als iedereen akkoord gaat. Is het niet het geval, dan wordt het punt op de agenda van de volgende vergadering gebracht.

HOOFDSTUK V. — *Onderzoek van de aanvraag*

Art. 13. Het verzoek dient betrekking te hebben op een oneerlijke praktijk bedoeld bij artikel 41 van de wet.

Art. 14. De Commissie onderzoekt of de verzoeker de hoedanigheid vereist in artikel 43, § 1 van de wet heeft.

Art. 15. Wanneer de Commissie besluit dat het verzoek verworpen dient te worden, bekleedt ze haar beslissing met redenen waarbij ze nagaat dat er wel degelijk één of meerdere elementen uit voornoemd artikel 41 en of uit voornoemd artikel 43 niet voorhanden is(zijn).

Art. 16. Overeenkomstig artikel 42, § 1, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959, beschikt de Commissie, om haar opdrachten te verwezenlijken, over een onderzoeksmacht die namelijk uitgeoefend zal worden via de Diensten van de Regering en de Algemene Inspectiediensten met inachtneming van principes van het debat op tegenspraak en de rechten van de verdediging.

Art. 17. De Commissie kan getuigen à charge of à décharge horen. De keuze van de getuigen geschiedt via een beraadslaging overeenkomstig artikel 10 van dit huishoudelijk reglement. De leden beslissen over de nadere regels voor het horen van de getuigen.

Art. 18. Het onderzoek wordt beëindigd wanneer de leden van de Commissie achten dat ze voldoende ingelicht zijn om een degelijk advies uit te brengen. Deze beslissing wordt genomen via een beraadslaging overeenkomstig artikel 10 van dit huishoudelijk reglement.

Art. 19. De Commissie is ertoe gehouden een advies uit te brengen gedurende de maand die volgt op de beëindiging van het onderzoek van het dossier. Daarbij neemt ze artikel 43, § 3, eerste lid, van de wet in acht.

Art. 20. De Commissie brengt een met redenen omkleed advies uit. Dit advies wordt overgezonden aan de Regering.

In voorkomend geval, wordt het advies uitgebracht met een minoriteitsnota.

HOOFDSTUK VI. — *Omzichtigheidsplicht*

Art. 21. De leden van de Commissie, alsook de technici, worden gehouden tot een strikte omzichtigheidsplicht betreffende de informatie bekomen in het kader van de werkzaamheden van de Commissie. Hetzelfde geldt voor de genomen beslissingen alsook voor de inhoud van de beraadslagingen.

HOOFDSTUK VII. — *Jaarlijks verslag*

Art. 22. Overeenkomstig artikel 42, § 3, stelt de Commissie een jaarlijks activiteitenverslag op dat ze aan de Regering verzendt die er het Parlement erover inlicht. Dit verslag maakt het voorwerp van een beraadslaging uit overeenkomstig artikel 10 van dit huishoudelijk reglement.

Art. 23. De Commissie zorgt ervoor dat het verslag geen vermelding bevat die ertoe zou leiden dat de betrokken schoolinrichtingen geïdentificeerd zouden kunnen worden, overeenkomstig artikel 42, § 3.

HOOFDSTUK VIII. — *Het secretariaat*

Art. 24. Het Secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar, daartoe aangewezen door de Regering.

De Secretaris stelt de notulen op van iedere vergadering waarin vermeld worden

1° de aanwezige, afwezige en verontschuldigde leden;

2° de goedkeuring of de op- en aanmerkingen van de leden betreffende de notulen van de vorige vergadering;

3° een trouw en voldoende verslag over de zitting.

De notulen van de vergadering worden overgezonden binnen de tien werkdagen die volgen op de datum van deze vergadering.

De Secretaris zorgt voor de bewaring van al het archief van de Commissie.

Art. 25. Elke briefwisseling dient gestuurd te worden aan het secretariaat van de Commissie, dat hem verzendt aan de Voorzitter van de Commissie.

De brieven dienen gericht te worden aan de Algemene directie Leerplichtonderwijs, A. Lavalleestraat 1, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, of elke andere plaats die de Voorzitter nodig acht.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 27. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2670

[C - 2008/29371]

**13 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant le titre d' « Accoucheuse » en celui de « Sage-femme »**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 57, 75 et 137;

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par les décrets des 24 juillet 1997, 30 juin 1998, 30 juin 2006, notamment les articles 20, 23;

Vu le décret du 8 mars 1999 portant approbation des profils de formation tels que définis à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, notamment l'article 8;

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, notamment l'article 51 tel que modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades délivrés dans la catégorie paramédicale dans les sections Accoucheuse, Soins infirmiers, Ergothérapeute et Logopédie de l'Enseignement supérieur non universitaire, notamment les articles 1^{er}; 18, 5^o et 34, alinéa 1^{er} tels que modifiés par les arrêtés des 21 avril 1994, 22 avril 1996 et 30 juin 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 2, alinéa 1^{er}; 3; 4, § 2, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale notamment les articles 2, alinéa 1^{er}; 3; 4, § 2, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 1^{er} et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 pris en exécution de l'article 23 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, notamment les articles 2 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant les conditions de collation du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bacheliers en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) », notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bacheliers en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) », notamment les articles 2, 3 et 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 fixant les passerelles donnant accès aux études organisées en Hautes Ecoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 fixant les conditions d'accès aux études à l'université pour les porteurs de grades académiques délivrés hors université;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 2007 fixant la liste de correspondance entre les anciens grades et les nouveaux grades académiques délivrés par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception des universités;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 9 avril 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2008;

Vu la concertation du 29 avril 2008 avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire;

Vu l'avis n° 44.492/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mai 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;